

I.CERAM

Société anonyme

1 rue Columbia, LIMOGES 87280, FR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

I.CERAM

Société anonyme

1 rue Columbia, LIMOGES 87280, FR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société I.CERAM

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société I.CERAM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 28 avril 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

The image shows a blue shield logo with a white checkmark on the left, and a handwritten signature in black ink on the right. The signature appears to be 'Aidan'.

Albert AIDAN



SA I.CERAM

PARC D ESTER
1 RUE COLUMBIA
87 068 LIMOGES CEDEX

COMPTES ANNUELS CONSOLIDES
du 01/01/2021 au 31/12/2021

Activité : Fabrication appareils médicochirurgicaux

SOMMAIRE

| | |
|---------------------------------------|----------|
| BILAN | 2 |
| COMPTE DE RESULTAT | 3 |
| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE | 5 |
| ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES | 6 |

BILAN CONSOLIDE (en Euros)

| ACTIF | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| | Net | Net |
| Actif immobilisé | | |
| Ecarts d'acquisition | - | - |
| Immobilisations incorporelles | 300 472 | 328 398 |
| Immobilisations corporelles | 1 351 622 | 1 869 447 |
| Immobilisations financières | 398 806 | 404 823 |
| Titres mis en équivalence | 2 168 | 13 563 |
| Actif circulant | | |
| Stocks et en-cours | 2 086 777 | 1 899 396 |
| Clients et comptes rattachés | 401 907 | 316 957 |
| Autres créances et comptes de régularisations | 733 565 | 735 446 |
| Valeurs mobilières de placement | | |
| Disponibilités | 140 881 | 143 738 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 5 416 198 | 5 711 767 |
| | | |
| PASSIF | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| Capitaux propres (part du groupe) | | |
| Capital | 590 914 | 590 914 |
| Prime d'émission | 2 547 818 | 3 919 948 |
| Réserves et résultats consolidés | (1 311 811) | (1 925 799) |
| Autres | | |
| Total des Capitaux Propres | 1 826 921 | 2 585 063 |
| Intérêts minoritaires | 1 401 | 1 401 |
| Autres fonds propres | 25 000 | 25 000 |
| Provisions | 191 690 | 105 154 |
| Dettes | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | 2 288 814 | 1 493 250 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 617 709 | 687 837 |
| Autres dettes et comptes de régularisations | 464 662 | 814 062 |
| TOTAL DU PASSIF | 5 416 198 | 5 711 767 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|------------------|-------------------|
| Chiffre d'affaires | 1 561 407 | 1 524 547 |
| Autres produits d'exploitation | 588 310 | 407 732 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | 2 149 717 | 1 932 279 |
| Achats consommés | 364 041 | 468 199 |
| Frais de personnel | 881 803 | 1 151 276 |
| Autres charges d'exploitation | 921 332 | 1 158 482 |
| Impôts et taxes | 38 077 | 50 300 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 743 351 | 766 919 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | 2 948 603 | 3 595 176 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -798 886 | -1 662 897 |
| Produits financiers | 25 621 | 36 640 |
| Charges financières | 74 652 | 52 960 |
| RESULTAT FINANCIER | -49 031 | -16 320 |
| RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGrees | -847 917 | -1 679 217 |
| Charges et produits exceptionnels | 128 492 | 164 393 |
| Produits / charges d'impôts sur les résultats | (40 723) | (52 737) |
| RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGrees | -678 703 | -1 462 086 |
| Dotation amortissement écart d'acquisition | - | - |
| Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence | 92 765 | 64 800 |
| RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE | -771 468 | -1 526 886 |
| Intérêts minoritaires | 781 | 661 |
| RESULTAT NET PART DU GROUPE | -772 249 | -1 527 547 |
| Résultat par actions | (0,13) | (0,26) |
| Résultat dilué par action | (0,13) | (0,26) |

Ventilation du résultat opérationnel par secteur géographique :

RESULTAT OPERATIONNEL CONSOLIDE FRANCE (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|------------------|-------------------|
| Chiffre d'affaires | 1 551 306 | 1 518 543 |
| Autres produits d'exploitation | 588 134 | 407 707 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | 2 139 440 | 1 926 250 |
| Achats consommés | 353 207 | 456 324 |
| Frais de personnel | 877 328 | 1 151 276 |
| Autres charges d'exploitation | 921 332 | 1 158 482 |
| Impôts et taxes | 37 930 | 50 153 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 743 351 | 765 081 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | 2 933 147 | 3 581 316 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -793 707 | -1 655 066 |

RESULTAT OPERATIONNEL CONSOLIDE EUROPE (hors France) (en Euros)

Filiales : I.CERAM Portugal + I.CERAM SRO

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|---------------|---------------|
| Chiffre d'affaires | 10 101 | 6 004 |
| Autres produits d'exploitation | 175 | 25 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | 10 277 | 6 029 |
| Achats consommés | 10 834 | 11 875 |
| Frais de personnel | 4 475 | |
| Autres charges d'exploitation | - | |
| Impôts et taxes | 147 | 147 |
| Dotations aux amortissements et provisions | | 1 838 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | 15 456 | 13 860 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -5 180 | -7 831 |

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE (en K Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|-------------|---------------|
| Résultat net des sociétés intégrées | -771 | -1 527 |
| <i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie</i> | | |
| Amortissements et provisions | 680 | 740 |
| Variation des impôts différés | (41) | (53) |
| Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence | 98 | 62 |
| Plus-values de cession, nettes d'impôt | (9) | 23 |
| Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées | -43 | -754 |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité | (605) | 444 |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | -649 | -310 |
| Acquisitions d'immobilisations | (209) | (137) |
| Subvention d'investissement | - | 188 |
| Cessions d'immobilisations | 36 | 15 |
| Variation de périmètre | - | - |
| Produits de cessions d'éléments d'actifs immobilisés | 9 | 29 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | -164 | 95 |
| Augmentation de capital | 14 | 7 |
| Prise de participation dans société en équivalence | - | - |
| Remboursement des avances conditionnées | - | - |
| Remboursement d'emprunts et dettes financières | (156) | (103) |
| Autres flux liées aux opérations de financement (Crédit-Bail) | (117) | (75) |
| Nouveaux emprunts et dettes financières | 1 069 | 406 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | 810 | 234 |
| Variation de trésorerie | (3) | 19 |
| Trésorerie à l'ouverture | 144 | 125 |
| Trésorerie nette à la clôture | 141 | 144 |
| | 0,00 | 0,00 |

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS

Les informations ci-après constituent l'annexe des comptes faisant partie intégrante des états financiers présentant les comptes consolidés pour la période de 12 mois du 01/01/2021 au 31/12/2021. Le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes sont présentés en euros.

1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés du Groupe I.CERAM clos au 31 décembre 2021 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France et notamment le plan comptable général, le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable et le règlement n° 2020-01 de l'Autorité des Normes Comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- Indépendance des exercices.

Changements de méthode :

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent afin de tenir compte du règlement n° ANC 2020-01 ; des présentations par secteur géographique du compte d'exploitation et de la ventilation des immobilisations ont été ajoutées. Les secteurs géographiques retenus sont la France et le reste de l'Europe.

La présentation des comptes annuels a également été modifiée notamment la présentation du bilan actif et passif. L'ensemble des autres présentations des comptes annuels n'ont pas été impactées par l'application de ce règlement.

Continuité d'exploitation :

Depuis sa création, la société a financé ses activités et en particulier sa recherche et son développement au moyen de trois augmentations de capital et du crédit d'impôt recherche, le financement de son outil de production par des subventions, emprunts et avances remboursables. Depuis 2015, la société a continué à procéder avec succès aux implantations sur des pathologies dont nous représentons parfois l'ultime solution grâce à notre technologie Ceramil.

Notre technologie est désormais reconnue par un Think Tank Santé comme une innovation médicale majeure qui ouvre une voie nouvelle dans le traitement des infections osseuses et dans la chirurgie oncologique. Parallèlement, les implantations cliniques avec cette technologie ont bénéficié d'articles parus dans des revues scientifiques de premier plan.

À ce jour, la Société par le développement de ses céramiques poreuses chargées ou non en molécules actives, continue sa stratégie de développement sur des marchés actuellement non pourvus, à coût de

santé public élevé pour le traitement de ces pathologies qui se compte par plusieurs centaines de milliers d'euros.

La crise sanitaire mondiale de la Covid-19 a engendré du retard dans le développement du chiffre d'affaire de la Société.

La Société a mis à jour ses prévisions de trésorerie sur la base de prévisions d'activités en légère croissance par rapport à l'exercice 2021 et de la poursuite des efforts en matière de réduction des dépenses.

Pour financer l'activité et développer la stratégie de recherche et le développement commercial de la société au cours des douze prochains mois, la direction a engagé des discussions pour une levée de fonds.

Cet apport de trésorerie est intégré dans les prévisions de trésorerie à hauteur de 2 millions d'euros.

Enfin, la société ne s'interdit pas d'étudier des options de financement (dette, capital, restructuration) afin d'adapter à moyen terme sa structure financière à ses besoins.

Sur cette base, la direction a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation.

Recours à des estimations :

Pour établir ces informations financières, la Direction de la Société I.Ceram doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La Direction de la Société I.Ceram procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables et qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes. Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement de ces états financiers concernent :

- La valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels et incorporels,
- Les provisions sur immobilisations, stocks et créances clients,
- Le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité.

Principes généraux de consolidation :

- Périmètre et méthode de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles I.Ceram a, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin de maîtriser leur activité sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

I.Ceram SRO, I.Ceram PT, I.Ceram U.F. et Limousine de Brevet, filiales du groupe, sont donc intégrées globalement.

Les comptes des sociétés dans lesquelles I.Ceram a, directement ou indirectement, une influence notable dans le capital social sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence (I.Ceram South Africa, Addidream et Dussartre).

- Date de clôture des comptes

La société I.Ceram et ses filiales clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes comptables appliqués :

1. Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euro sont convertis au cours de clôture de la période concernée ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les écarts de conversion sont présentés en capitaux propres.

2. Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- Le retraitement des contrats de location financement :
 - o par l'activation des immobilisations concernées,
 - o la constatation de la dette liée aux immobilisations concernées,
- La comptabilisation des écarts de conversion actif et passif en charges et produits de la période.

3. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

Les filiales I.Ceram PT et I.Ceram U.F. étant détenues à 100% par le groupe, aucun intérêt minoritaire n'est comptabilisé dans les états financiers au 31 décembre 2021.

Les sociétés Limousine de Brevet et I.Ceram SRO étant détenues à 95%, des intérêts minoritaires sont pris en compte dans les états financiers au 31 décembre 2021.

4. Écart d'acquisition

Lors de l'achat de 95% des parts de la société Limousine de Brevet, un écart d'acquisition a été constaté pour un montant de 177 184 € ; compte tenu de l'activité de la société Limousine de Brevet, limitée à la simple possession du brevet de céramique d'alumine poreuse, déposé auprès de l'INPI, cet écart d'acquisition a été affecté à l'actif consolidé dans la rubrique « brevets » et a fait l'objet d'un amortissement sur 7 ans.

La dotation aux amortissements comptabilisée en 2021 s'est élevée à 25 312 €.

Le fonds de commerce racheté à l'origine à la société MIL auprès du tribunal de commerce pour 10 000 € a été reclassé en écart d'acquisition et amorti pour sa totalité.

5. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les logiciels,
- les marques EPB et I.CERAM.

Les logiciels sont amortis entre 1 à 3 années.

La marque EPB (Embout Protecteur de Broche) a fait l'objet d'une provision totale à 200 000 € ; en effet, le développement d'un nouveau produit (EPB à Méplats), qui sera commercialisé sous une nouvelle marque, conduira à terme à la disparition de cette marque.

Les coûts de développement ne sont pas activés et sont comptabilisés en charges ; corrélativement, les crédits d'impôts recherche reçus au titre des dépenses engagées par le groupe sont comptabilisés en produits d'exploitation.

6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Le Groupe applique la méthode préférentielle du règlement CRC 99-02 modifié relative à la capitalisation des contrats de crédit-bail qualifiés de location financement.

Les contrats de location financement sont retraités selon les critères suivants :

- La charge financière, si elle n'est pas stipulée au contrat, est calculée en appliquant un taux d'intérêt constant sur la durée du contrat,
- Les redevances enregistrées dans les comptes individuels sont annulées par la contrepartie d'une charge financière et d'un remboursement progressif de l'emprunt,
- Les biens concernés sont amortis selon les principes comptables du Groupe,
- Les biens sont immobilisés selon la valeur stipulée au contrat.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|------------|
| - Matériels et outillages industriels | 2 à 5 ans |
| - Installations générales et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériels de transport | 3 à 5 ans |
| - Matériels de bureau | 3 à 10 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

Dépréciation des actifs :

Les immobilisations doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif),

- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu,
- Les changements normatifs.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement,
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif,
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions,
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Ces tests ont démontrés que les ancillaires présents dans les immobilisations en-cours depuis 3 ans doivent être dépréciés à hauteur de 25 %. Une dépréciation complémentaire de 25 % par an sera effectuée par année de présence dans les immobilisations en-cours jusqu'à atteindre une dépréciation de 100 %.

7. *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières sont composées principalement de comptes courants des sociétés intégrées en équivalence et de dépôts de garantie.

8. *Stocks*

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant :

- les consommations,
- les charges directes et indirectes de production,
- les amortissements des biens concourant à la production.

Les en-cours de production sont évalués en fonction du stade d'achèvement à la date d'inventaire.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes, selon que :

- la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus serait supérieure à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente,
- des produits finis non vendus sont devenus obsolètes par rapport au marché,
- les produits ne sont plus autorisés sur le marché,
- les possibilités de vente des produits finis ou des marchandises, ou que les possibilités de consommation des matières premières sont devenues faibles.

Les impacts liés à d'éventuels dépassements de dates de péremption sont considérés après étude comme marginaux en termes de risque de dépréciation, la plupart de ces produits pouvant être remis dans le circuit de production et le circuit de commercialisation.

9. *Créances clients*

Les créances clients sont constatées lors de la déclaration d'utilisation par les chirurgiens ou lors du transfert de propriété (cf § 15 – chiffre d'affaires).

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur de la créance et la valeur probable de réalisation.

10. *Provisions pour risques et charges*

Les provisions pour risques et charges correspondent à :

- Des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise,
- Des passifs liés à une obligation de l'entreprise à l'égard de tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

11. *Provisions hors bilan pour indemnités de départ en retraite et engagements similaires*

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle, en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements hors bilan s'élevaient au 31 décembre 2021 à 20 028 €.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2021
- o Taux d'actualisation : 0,70 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans
- o Convention collective : Métallurgie
- o Table de mortalité : TPRV 93

Le salarié qui partira en retraite, de son initiative ou de celle de l'employeur à un âge égal ou supérieur à 62 ans, recevra une indemnité de départ à la retraite dont le taux et les modalités sont fixés comme suit (application de la convention collective de la Métallurgie) :

- 1/10ème de mois par année d'ancienneté de 2 à 10 ans
- 1 mois 1/2 après 10 ans
- 2 mois après 15 ans
- 2 mois 1/2 après 20 ans
- 3 mois après 25 ans
- 3 mois 1/2 après 30 ans
- 4 mois après 35 ans

Il n'est pas tenu compte de la présence postérieure au 62^{ème} anniversaire.

Seuls les engagements liés aux salariés de la filiale I.Ceram UF sont évalués et vu de l'absence de salariés dans les autres filiales.

12. Emprunts

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts sont immédiatement pris en charge.

13. Avances conditionnées et avances remboursables accordées par des organismes publics

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « avances conditionnées » en autres fonds propres.

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement n'est pas conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « dettes financières diverses ».

14. Résultat courant - Résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante du groupe consolidé. Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

15. Chiffre d'affaires

En règle générale, les produits sont mis en prêt sur une période maximale de 30 jours auprès de clients occasionnels alors que pour les clients réguliers ils sont mis en dépôts permanent.

Les clients utiliseront, à l'intérieur des « kits » mis à disposition, les produits adaptés à l'opération envisagée.

Seuls les produits commandés ou effectivement implantés sur les patients sont facturés sur la base de la déclaration d'utilisation faite par le client.

Un inventaire pour contrôle des stocks en dépôt est effectué de façon périodique. L'écart constaté est facturé.

Le chiffre d'affaires se décompose par :

- a) Les « Ventes de marchandises » correspondant à la vente d'implants orthopédiques de négoce auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
- b) La « Production vendue de biens » correspondant à la vente d'implants orthopédiques vendus sous la marque I.Ceram auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire, d'instruments chirurgicaux fabriqués par Dussartre, et d'instruments ou d'implants médicaux en 3D fabriqués par Addidream.
- c) La « Production vendue de services » correspondant principalement à des prestations liées à des commissions sur le chiffre d'affaire de négoce non facturées en direct par la société ainsi que de réparations d'instruments chirurgicaux.

16. Subventions reçues

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits courants.

17. Dépenses de recherche et développement

Le groupe I.CERAM a fait le choix de comptabiliser l'ensemble des dépenses de recherche et développement en charges dès lors qu'elles font l'objet de demande de crédits d'impôt recherche. Le montant des coûts de développement inscrits en charges s'est élevé à plus de 866 K€ pour 12 mois (montant des dépenses ayant servi de base au calcul des crédits d'impôts).

18. Crédit d'Impôt Recherche (CIR)

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un CIR.

Le CIR est calculé par année civile et s'impute, le cas échéant, sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise.

Le CIR afférent à 2021 a été comptabilisé à la clôture de l'exercice pour un montant de 307 006 €. Cependant le compte de résultat fait apparaître un montant de 338 031 €. La différence résulte d'un complément de remboursement pour 31 025 € pour l'année 2020.

La Société I.Ceram, ne payant actuellement aucun impôt sur les sociétés, demande le remboursement du CIR.

19. Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats regroupent tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés

Lorsqu'un impôt est dû ou à recevoir et que son règlement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, il est qualifié d'exigible, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices. Il figure selon le cas au passif ou à l'actif du bilan.

Les opérations réalisées par l'entreprise peuvent avoir des conséquences fiscales positives ou négatives autres que celles prises en considération pour le calcul de l'impôt exigible. Il en résulte des actifs ou passifs d'impôt qui sont qualifiés de différés.

Le Groupe I.CERAM utilise la méthode du report variable selon laquelle les impôts différés sont calculés en appliquant les taux d'imposition votés à la date de clôture de l'exercice qui seront en vigueur à la date à laquelle ces différences se renverseront.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale. Aucun impôt différé actif n'est calculé si la situation fiscale de la Société I.Ceram ne permet pas d'envisager une imputation possible de ces impôts. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Établissement de la preuve d'impôts :

La preuve d'impôts correspond au rapprochement entre la charge d'impôts totale comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôts théorique calculée en appliquant au résultat comptable avant impôts le taux applicable à l'entreprise consolidante sur la base des textes fiscaux en vigueur.

20. Élimination des comptes et transactions réciproques

Les soldes et les transactions intra groupe ainsi que les pertes et profits résultant de transactions intra groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

2. PRESENTATION DU GROUPE

Le groupe comprend les sociétés suivantes :

- **I.Ceram** : société installée à Limoges et ayant pour objet la fabrication et distribution d'appareils médico-chirurgicaux.
- **I.Ceram SRO** : filiale installée en République Tchèque et détenue à 95% par I.Ceram. Cette société a pour objet la commercialisation des produits de la société I.Ceram sur le territoire tchèque.
- **I.Ceram PT** : filiale installée au Portugal, créée en mai 2016 et détenue à 100% par I.Ceram. Cette société a pour objet la commercialisation des produits de la société I.Ceram sur le territoire portugais.
- **I.Ceram UF** : filiale installée à Limoges, créée en juillet 2016 et détenue à 100% par I.Ceram. Cette société a pour objet de porter un projet de construction d'un nouvel ensemble immobilier. L'objectif est d'une part le renforcement des capacités industrielles, technologiques, sociétales et commerciales d'I.Ceram et d'autre part la volonté de faire de ce nouveau site une vitrine de sa qualité, sa rigueur et son savoir-faire au travers d'un showroom accueillant ses visiteurs.
- **LIMOUSINE DE BREVET** : société installée à Limoges, détenue à 95% par I.Ceram et ayant pour objet la recherche, la réalisation d'études et l'exploitation de brevets dans le domaine de la prothèse céramique. Cette société est entrée dans le périmètre le 19 décembre 2014.
- **ADDIDREAM** : société installée à Limoges, détenue à 49% par I.Ceram et ayant pour objet la conception et la fabrication par impression 3D d'instruments et d'implants d'essais pour le domaine médical en général et pour le domaine de l'orthopédie en particulier. La société est une SAS au capital de 336 000€, créée le 5 décembre 2017, enregistrée sous le n° 833 772 445 auprès du tribunal de commerce de Limoges.
- **I.Ceram SOUTH AFRICA** : société de droit sud-africain, installée à Bloemfontein, détenue à 33,33% par I.Ceram et ayant pour objet la commercialisation des produits de la société I.Ceram, sur le territoire de l'Afrique du Sud. Cette société est enregistrée sous le n°2016 / 404980 / 07 auprès de la Commission des sociétés et de la propriété intellectuelle d'Afrique du Sud à Prétoria.
- **DUSSARTRE** : société détenue à 41,18% par I.Ceram et ayant pour objet la fabrication et la réparation d'instruments chirurgicaux dans tous les domaines de la santé. La société est une SAS au capital de 17 000 €, créée le 31 janvier 2018, enregistrée sous le n° 835 036 120 auprès du tribunal de commerce de Limoges.

3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE AU COURS DE L'EXERCICE

Poursuite des activités en matière de recherche et développement de nouveaux produits

La société a continué les travaux de recherche entrepris sur de nouvelles technologies et produits, avec le concours d'un comité scientifique. Il est composé de chirurgiens et de spécialistes issus des établissements de santé publics et privés.

La société a fait parler d'elle, de façon très importante suite au succès d'une opération chirurgicale. Il s'agit de la pose de deux implants CERAMIL chargés en antibiotiques qui a permis à un patient d'éviter l'amputation. Le Centre Hospitalier d'Aurillac a été le premier à annoncer ce succès, suivi d'un communiqué de presse de la Société pour ensuite être repris par des journalistes du monde entier.

La société a réalisé une augmentation de capital par diminution de compte courant sur sa filiale I.Ceram UF. Le nouveau capital de la filiale s'élève ainsi à 300 000 €.

La société a effectué un regroupement d'actions par échange d'1 action nouvelle contre 20 actions anciennes. La valeur nominale de l'action est ainsi passé de 0,10€ à 2€.

En décembre 2021, a été publiée la première thèse de médecine sur l'implant sternal CERAMIL. Cette thèse, soutenue par le Docteur Anaëlle Chermat, confirme que l'implant sternal simplifie la technique de reconstruction sternale et en améliore les suites opératoires en la rendant reproductible dans des pathologies complexes.

Financement

La société a obtenu un complément de PGE auprès de sa banque et de la BPI pour un montant total de 1 036 000 euros.

La société a également fait financer un véhicule commercial pour 31 650 euros.

Procédure judiciaire :

Il n'existe pas à ce jour, à la connaissance des dirigeants de la Société I.Ceram, de procédures gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourraient avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe I.CERAM.

FAITS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2021

La société est en relation avec l'URSSAF pour obtenir une autorisation de décalage des 4 dernières échéances de l'échéancier mis en place suite à la crise du Covid-19. Ces 4 dernières échéances représente un montant total de 95 071 euros.

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2021, le périmètre de consolidation du Groupe I.CERAM, comprend cinq sociétés consolidées par intégration globale et trois sociétés consolidées par mise en équivalence.

4.1. Sociétés consolidées

| <i>Sociétés</i> | <i>Adresses</i> | <i>N° de SIRET</i> | <i>2020</i> | <i>2021</i> | <i>Méthode de consolidation</i> |
|----------------------|--|--------------------|-------------|-------------|---------------------------------|
| I.CERAM | 1, rue Columbia 87000 LIMOGES | 487 597 569 00028 | 100% | 100% | Intégration Globale |
| I.CERAM SRO | Pobrezni 3, 186 00 Praha 8 - Karlin, CZ | 61465631 | 95% | 95% | Intégration Globale |
| I.CERAM PT | 1203 Avenida da Boavista, 6ème étage- salle 607, 4100-130 Porto, Portugal | 513 955 798 | 100% | 100% | Intégration Globale |
| I.CERAM U.F. | 1, rue Columbia 87000 LIMOGES | 821 592 516 00016 | 100% | 100% | Intégration Globale |
| LIMOUSINE DE BREVET | 1, rue Columbia 87000 LIMOGES | 480 577 345 00014 | 95% | 95% | Intégration Globale |
| ADDIDREAM | 4, rue Albrecht Zone Nord 87280 LIMOGES | 833 772 445 00015 | 49% | 49% | Mise en équivalence |
| I.CERAM SOUTH AFRICA | PO BOX 43496, Heuwelsig, Free State 9332 | 2016 / 404980 / 07 | 33,1/3% | 33,1/3% | Mise en équivalence |
| DUSSARTRE | Les Allois – 87400 LA GENEYTOUSE | 835 036 120 00011 | 41,18% | 41,18% | Mise en équivalence |

4.2. Mouvement de l'exercice

Non applicable.

5. NOTES SUR LES COMPTES

5.1 – Immobilisations

Etat des immobilisations (en Euros)

| Valeur brute des immobilisations | Début d'exercice | Augmentation | Reclassement | Diminution | Fin d'exercice |
|--|------------------|----------------|--------------|----------------|------------------|
| Frais de recherche et développement | 74 449 | | | | 74 449 |
| Fonds commercial | 179 883 | 639 | | 20 524 | 159 998 |
| Marques | 500 000 | | | | 500 000 |
| Brevets | 177 184 | - | | | 177 184 |
| TOTAL | 941 516 | 639 | | 20 524 | 921 631 |
| Constructions | 137 780 | - | | | 137 780 |
| Installations tech., matériel et outillage | 4 126 346 | 40 248 | | 21 376 | 4 145 218 |
| Autres immobilisations corporelles | 548 356 | 41 444 | | 97 558 | 492 243 |
| Immobilisations en cours | 782 159 | 132 955 | | 15 298 | 899 816 |
| TOTAL | 5 594 641 | 214 647 | | 134 231 | 5 675 057 |
| Participations | 13 563 | | | 11 394 | 2 168 |
| Autres titres de participation | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 404 823 | 16 673 | | 22 690 | 398 806 |
| TOTAL | 418 385 | 16 673 | | 34 084 | 400 974 |
| TOTAL | 6 954 542 | 231 959 | | 188 839 | 6 997 662 |

Etat des amortissements et provisions (en Euros)

| | Début d'exercice | Augmentation | Reclassement | Diminution | Fin d'exercice |
|--|------------------|----------------|--------------|----------------|------------------|
| Ecart d'acquisition | 10 000 | | | | 10 000 |
| Frais de recherche et développement | 74 449 | | | | 74 449 |
| Logiciels | 176 798 | 3 253 | | 20 524 | 159 526 |
| Marques | 200 000 | | | | 200 000 |
| Brevets | 151 871 | 25 313 | | | 177 184 |
| TOTAL | 613 118 | 28 566 | - | 20 524 | 621 159 |
| Constructions | 67 212 | 11 464 | | | 78 676 |
| Installations tech., matériel et outillage | 3 271 739 | 561 475 | | 21 376 | 3 811 839 |
| Autres immobilisations corporelles | 318 292 | 75 070 | | 76 773 | 316 589 |
| Immobilisations en cours | 67 951 | 66 776 | | 18 396 | 116 331 |
| TOTAL | 3 725 194 | 714 785 | - | 116 545 | 4 323 434 |
| Participations | - | | | - | - |
| Autres titres de participation | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | |
| TOTAL | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 4 338 312 | 743 351 | - | 137 069 | 4 944 594 |

Ventilation des immobilisations par secteur géographique :

Etat des immobilisations France (en Euros)

| Valeur brute des immobilisations | Début d'exercice | Augmentation | Reclassement | Diminution | Fin d'exercice |
|--|------------------|----------------|--------------|----------------|------------------|
| Frais de recherche et développement | 74 449 | | | | 74 449 |
| Fonds commercial | 179 883 | 639 | | 20 524 | 159 998 |
| Marques | 500 000 | | | | 500 000 |
| Brevets | 177 184 | - | | | 177 184 |
| TOTAL | 941 516 | 639 | | 20 524 | 921 631 |
| Constructions | 137 780 | - | | | 137 780 |
| Installations tech., matériel et outillage | 4 126 346 | 40 248 | | 21 376 | 4 145 218 |
| Autres immobilisations corporelles | 530 716 | 41 444 | | 97 558 | 474 603 |
| Immobilisations en cours | 782 159 | 132 955 | | 15 298 | 899 816 |
| TOTAL | 5 577 001 | 214 647 | | 134 231 | 5 657 417 |
| Participations | 13 563 | | | 11 394 | 2 168 |
| Autres titres de participation | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 404 817 | 16 673 | | 22 690 | 398 800 |
| TOTAL | 418 379 | 16 673 | | 34 084 | 400 968 |
| TOTAL | 6 936 896 | 231 959 | | 188 839 | 6 980 016 |

Etat des amortissements et provisions France (en Euros)

| | Début d'exercice | Augmentation | Reclassement | Diminution | Fin d'exercice |
|--|------------------|----------------|--------------|----------------|------------------|
| Ecart d'acquisition | 10 000 | | | | 10 000 |
| Frais de recherche et développement | 74 449 | | | | 74 449 |
| Logiciels | 176 798 | 3 253 | | 20 524 | 159 526 |
| Marques | 200 000 | | | | 200 000 |
| Brevets | 151 871 | 25 313 | | | 177 184 |
| TOTAL | 613 118 | 28 566 | - | 20 524 | 621 159 |
| Constructions | 67 212 | 11 464 | | | 78 676 |
| Installations tech., matériel et outillage | 3 271 739 | 561 475 | | 21 376 | 3 811 839 |
| Autres immobilisations corporelles | 300 652 | 75 070 | | 76 773 | 298 949 |
| Immobilisations en cours | 67 951 | 66 776 | | 18 396 | 116 331 |
| TOTAL | 3 707 554 | 714 785 | - | 116 545 | 4 305 794 |
| Participations | - | | | | - |
| Autres titres de participation | - | | | | - |
| Autres immobilisations financières | - | | | | - |
| TOTAL | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 4 320 672 | 743 351 | - | 137 069 | 4 926 954 |

Etat des immobilisations Europe (hors France) (en Euros)

| Valeur brute des immobilisations | Début d'exercice | Augmentation | Reclassement | Diminution | Fin d'exercice |
|--|------------------|--------------|--------------|------------|----------------|
| Frais de recherche et développement | - | | | | - |
| Fonds commercial | - | | | | - |
| Marques | - | | | | - |
| Brevets | - | | | | - |
| TOTAL | - | - | - | - | - |
| Constructions | - | | | | - |
| Installations tech., matériel et outillage | - | | | | - |
| Autres immobilisations corporelles | 17 640 | | | | 17 640 |
| Immobilisations en cours | - | | | | - |
| TOTAL | 17 640 | - | - | - | 17 640 |
| Participations | - | | | | - |
| Autres titres de participation | - | | | | - |
| Autres immobilisations financières | 6 | | | | 6 |
| TOTAL | 6 | - | - | - | 6 |
| TOTAL | 17 646 | - | - | - | 17 646 |

Etat des amortissements et provisions Europe (hors France) (en Euros)

| | Début d'exercice | Augmentation | Reclassement | Diminution | Fin d'exercice |
|--|------------------|--------------|--------------|------------|----------------|
| Ecart d'acquisition | - | | | | - |
| Frais de recherche et développement | - | | | | - |
| Logiciels | - | | | | - |
| Marques | - | | | | - |
| Brevets | - | | | | - |
| TOTAL | - | - | - | - | - |
| Constructions | - | | | | - |
| Installations tech., matériel et outillage | - | | | | - |
| Autres immobilisations corporelles | 17 640 | | | | 17 640 |
| Immobilisations en cours | - | | | | - |
| TOTAL | 17 640 | - | - | - | 17 640 |
| Participations | - | | | | - |
| Autres titres de participation | - | | | | - |
| Autres immobilisations financières | - | | | | - |
| TOTAL | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 17 640 | - | - | - | 17 640 |

Notes sur le tableau des immobilisations :

- les immobilisations en cours sont constituées d'ancillaires en cours de production et en attente de mise en dépôt ainsi que de versements effectués aux architectes dans le cadre du projet Usine du Futur 4.0.

5.2 – Analyse des créances et des dettes

Etat des échéances des créances et des dettes (en Euros)

| Etat des créances | Montant brut | Un an au plus | Plus d'un an |
|---|------------------|------------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | 384 187 | | 384 187 |
| Prêts | - | | |
| Autres immobilisations financières | 14 619 | | 14 619 |
| Clients douteux ou litigieux | - | - | |
| Autres créances clients | 350 026 | 350 026 | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 400 | 400 | |
| Sécurité sociale, autres organismes sociaux | - | - | |
| Etat et autres collectivités publiques : | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | 399 579 | 399 579 | |
| - TVA | 132 304 | 132 304 | |
| - Autres impôts, taxes, versements et assimilés | | | |
| - Divers | | | |
| Groupes et associés | | | |
| Débiteurs divers | 186 133 | 186 133 | |
| Charges constatées d'avance | 15 149 | 15 149 | |
| TOTAL | 1 482 396 | 1 083 590 | 398 806 |
| Montant des prêts accordés dans l'exercice | | | |
| Remboursements des prêts dans l'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| Etat des dettes | Montant brut | Un an au plus | Plus d'un an | A plus de 5 ans |
|---|------------------|------------------|------------------|-----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits : | | | | |
| - à 1 an maximum | - | - | | |
| - plus d'un an | 2 157 222 | 369 605 | 1 787 617 | |
| Emprunts et dettes financières divers | 131 434 | 126 934 | 4 500 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 617 709 | 617 709 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 108 067 | 108 067 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 164 717 | 164 717 | | |
| Etat et autres collectivités publiques : | | | | |
| - Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers | 1 605 | 1 605 | | |
| - Impôts sur les bénéfices | - | - | | |
| - TVA | 1 491 | 1 491 | | |
| - Obligations cautionnées | - | - | | |
| - Autres impôts et taxes | 28 888 | 28 888 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | - | - | | |
| Groupes et associés | 158 | 158 | | |
| Autres dettes | 5 994 | 5 994 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 153 900 | 153 900 | | |
| 0 | 3 371 186 | 1 579 069 | 1 792 117 | - |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 1 069 212 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 265 900 | | | |
| Emprunts et dettes contractés auprès des associés | | | | |

5.3 - Trésorerie et disponibilités

Trésorerie et disponibilités (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|----------------|----------------|
| Valeurs mobilières de placement | - | 0 |
| Disponibilités | 140 881 | 143 738 |
| Trésorerie active brute au bilan | 140 881 | 143 738 |
| Concours Bancaires Courants | - | 0 |
| Trésorerie passive brute au bilan | 0 | 0 |
| Total trésorerie nette | 140 881 | 143 738 |

5.4 – Détail des comptes de régularisation actif

Les comptes de régularisation actifs sont exclusivement constitués de charges constatées d'avances pour un montant de 15 149 €.

5.5 – Capital

Le capital du groupe I.CERAM au 31 décembre 2021 se décompose de 295 457 actions d'une valeur nominale de 2 €, soit un capital de 590 914 €.

Investissement Développement détient 155 302 actions d'I.Ceram, soit 52,56 %.

Capital (en Euros)

| | Capital | Prime d'émission | Réserves consolidées | Résultat consolidé | TOTAL |
|-----------------------------------|----------------|------------------|----------------------|--------------------|------------------|
| Au 31 décembre 2020 | 590 914 | 3 919 948 | -398 913 | -1 526 886 | 2 585 063 |
| Résultat 2020 | | (1 372 130) | (154 757) | 1 526 886 | - |
| Mouvement sur réserves consolidés | | | 13 326 | | 13 326 |
| Augmentation de capital | | | | | - |
| Résultat 2021 | | | | (771 468) | (771 468) |
| Au 31 décembre 2021 | 590 914 | 2 547 818 | -540 343 | -771 468 | 1 826 921 |

5.6 – Autres fonds propres

Les autres fonds propres à hauteur de 25 K€ sont entièrement constitués d'avances conditionnées remboursables octroyées en juillet 2015 par le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine pour accompagner le développement commercial à l'international de la Société I.Ceram.

5.7 – Provisions

Etat des provisions (en Euros)

| Valeur des provisions | Début d'exercice | Augmentation | Reclassement | Diminution | Fin d'exercice |
|--|------------------|----------------|--------------|---------------|----------------|
| Amortissements dérogatoires | | | | | |
| Dont majoration exceptionnelles de 30% | | | | | |
| Sur sociétés mises en équivalence | 105 154 | 86 537 | | | 191 690 |
| Provisions | - | | | | - |
| Sur immobilisations | 429 822 | 92 089 | | 18 396 | 503 515 |
| Sur stock et en-cours | 227 487 | | | 44 579 | 182 909 |
| Sur clients et comptes rattachés | 537 | | | 537 | - |
| Autres dépréciations | | | | | |
| TOTAL | 763 001 | 178 626 | - | 63 512 | 878 114 |

5.8 – Analyse du chiffre d'affaires

Analyse du chiffre d'affaires (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| Ventes produits finis | 1 497 723 | 1 464 277 |
| - France | 1 206 763 | 1 303 979 |
| - Export | 290 960 | 160 298 |
| Ventes marchandises | 13 586 | 16 560 |
| - France | 13 586 | 10 555 |
| - Export | - | 6 004 |
| Ventes services | 50 099 | 43 710 |
| - France | 50 099 | 43 710 |
| - Export | - | 0 |
| Total | 1 561 407 | 1 524 547 |

5.9 – Analyse des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation

Analyse dotations aux amortissements et provisions d'exploitation (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|----------------|----------------|
| Dotations aux amortissements immobilisations | 651 262 | 715 805 |
| Dotations aux provisions sur actif immobilisé | 92 089 | 47 580 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | - | 0 |
| Dotations aux provisions sur stock | - | 3 533 |
| Total | 743 351 | 766 919 |

5.10 – Analyse du résultat financier

Analyse résultat financier (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|----------------|----------------|
| Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | - | 482 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 4 311 | 5 807 |
| Différences positives de change | 175 | 25 |
| Produits nets sur cession de VMP | 21 135 | 30 326 |
| Produits financiers | 25 621 | 36 640 |
| Intérêts et charges assimilées | 74 652 | 52 960 |
| Provisions pour dépréciation des titres de placement | - | 0 |
| Produits financiers | 74 652 | 52 960 |
| Résultat Financier | -49 031 | -16 320 |

5.11 – Analyse du résultat exceptionnel

Analyse résultat exceptionnel (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|----------------|----------------|
| Produit exceptionnels sur opérations de gestion | 7 488 | 20 747 |
| Autres produits exceptionnels sur opération en capital | 149 307 | 169 329 |
| Reprises provisions, transferts charges | - | 0 |
| Produits exceptionnels | 156 795 | 190 076 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 1 889 | 6 775 |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital | 26 414 | 18 909 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | - | 0 |
| Charges exceptionnelles | 28 304 | 25 683 |
| Résultat exceptionnel | 128 492 | 164 393 |

5.12 – Impôts différés et Impôts sur le résultat

Impôts différés et Impôts sur le résultat (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| Impôts exigibles | (228) | (494) |
| Impôts différés | 40 950 | 53 232 |
| Charges (produits) d'impôt | 40 723 | 52 737 |

Au 31 décembre 2021, ces déficits reportables s'élèvent à 16 377 K€. Ceux-ci n'ont donné lieu à aucune activation d'impôts différés.

Preuve d'impôt (en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|-----------------|-------------------|
| Résultat net consolidé des sociétés intégrées | (771 468) | (1 526 886) |
| + Charges (Produits d'impôt) | 228 | 494 |
| Résultat net consolidé avant impôt | -771 696 | -1 527 381 |
| Charge d'impôt théorique à 33,1/3 % | 228 | 494 |
| Impact des différences fiscales permanentes | 40 950 | 53 232 |
| Effet de l'imputation de bénéfices sur déficits sans IDA | | |
| Effet des pertes reportables non activées | | |
| Crédits d'impôts et impôts forfaitaires | | |
| Divers | | |
| Charge d'impôt effective | -40 723 | -52 737 |
| Taux d'impôt effectif | -5,28% | -3,45% |

5.13 – Effectif des salariés permanents

Effectif moyen temps plein

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|-------------------------------------|------------|------------|
| - Cadres | 8 | 8 |
| - Agents de maîtrise et techniciens | 2 | 2 |
| - Employés | 13 | 10 |
| - Ouvriers | 12 | 16 |
| TOTAL | 35 | 36 |

5.14 – Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants versée par la Société I.Ceram et/ou par ses filiales consolidées en intégration globale s'élève à un total de 93,9 K€.

5.15 – Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2021 s'élèvent à 36,6 K€. Aucun honoraire n'a été facturé au titre des conseils et prestations de services.

5.16 - Analyse des Risques

Risque de taux :

La dette financière du Groupe I.CERAM a été souscrite intégralement à taux fixe. Il n'est donc pas exposé à un risque d'évolution des taux d'intérêt.

Risque de change :

Le Groupe I.CERAM exerce une partie de son activité à l'international ; cette activité est facturée majoritairement en euro et n'est pas susceptible d'être exposée à un risque de change significatif.

5.17 – Engagements hors bilan

Engagements financiers (en Euros)

| ENGAGEMENTS DONNES | MONTANT |
|--|------------------|
| Crédit bail mobilier | 1 852 656 |
| Avals et cautions | 630 000 |
| Nantissement du fonds de commerce | |
| Autres engagements donnés | 31 650 |
| TOTAL | 2 514 306 |
| Dont concernant : | |
| - les dirigeants | |
| - les filiales | |
| - les participations | |
| - les autres entreprises liées | 630 000 |
| Dont engagements assortis de sûretés réelles | 1 884 306 |

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

(en Euros)

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|---------------|---------------|
| Pensions et indemnités assimilées | | |
| Compléments de retraite pour personnel en activité | | |
| Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite | | |
| Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité | 20 028 | 22 780 |
| TOTAL | 20 028 | 22 780 |

5.18 – Parties liées

Parties liées (en Euros)

| 31/12/2021 | DUSSARTRE | ADDIDREAM | I.CERAM AFRIQUE DU SUD | INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT |
|---|---------------|----------------|------------------------|------------------------------|
| COMPTES COURANTS BLOQUES | | 270 000 | | |
| AVANCES (CONVENTION TRESORERIES, COMPTES FOURNISSEURS ET CLIENTS) | 27 940 | 33 686 | 84 713 | 152 280 |
| COMPTES COURANTS ASSOCIES | | | | |
| TOTAL | 27 940 | 303 686 | 84 713 | 152 280 |